

## REPONSES GRDF A LA CONSULTATION PUBLIQUE N°2017-005 DU 4 MAI 2017

Globalement GRDF est en accord avec les orientations prises par la CRE dans cette consultation publique.

GRDF partage les objectifs du Président de la CRE de rétablir un dialogue apaisé avec l'ensemble des fournisseurs tel qu'il a prévalu pendant de nombreuses années au sein des groupes de travail GTG sous l'égide de la CRE.

GRDF rappelle son attachement à la non-discrimination entre fournisseurs, condition *sine qua none* de sa légitimité, contribuant en tant qu'opérateur neutre et objectif à la concurrence sur le marché de la fourniture de gaz naturel.

GRDF considère également que les propositions de la CRE préservent les intérêts des clients en évitant notamment de leur faire supporter des coûts indus au titre du passé, en limitant les effets d'aubaine pour les fournisseurs.

GRDF souligne cependant que des questions relatives à la rémunération des prestations de gestion de clientèle restent pendantes devant différentes juridictions et que les risques qui en résultent sont préjudiciables au bon fonctionnement du marché de l'énergie, à une gestion rationnelle du service public de l'énergie, et au traitement équitable des différentes parties prenantes qu'il s'agisse des fournisseurs, des opérateurs de réseaux ou des clients finaux.

**Question 1** (page 11) : *Partagez-vous l'analyse de la CRE selon laquelle le niveau de la rémunération de la prestation doit s'appuyer sur les coûts d'un fournisseur normalement efficace, sans pouvoir excéder les coûts évités du GRD ?*

GRDF partage totalement l'analyse de la CRE sur ce point :

- si le distributeur réalisait lui-même les prestations de gestion clientèle, leur coût serait couvert sur la base des coûts d'un opérateur efficient,
- si le législateur et les instances compétentes ont fait ces choix en matière d'organisation du marché, c'est dans le but de poursuivre un objectif de simplicité et d'efficience pour les clients et les opérateurs,
- si les coûts de réalisation de la prestation étaient supérieurs aux coûts évités du GRD, il conviendrait de se réinterroger sur l'organisation même du marché,
- la couverture des coûts d'un opérateur inefficace apparaîtrait injustifiée,

GRDF approuve donc le choix d'un opérateur « normalement » efficace.

**Question 2** (page 12) : *Etes-vous favorable à une rémunération unique de la prestation de gestion de clientèle pour chacun des quatre marchés considérés (marché « d'affaires » et marché « de masse », en électricité et en gaz) qui correspondrait aux coûts d'un fournisseur alternatif ayant 20 % de part de marché dans une énergie ?*

**Question 3** : *Que pensez-vous des niveaux envisagés par la CRE ?*

GRDF est favorable à la proposition de la CRE.

La proposition de la CRE a le mérite d'une très grande simplicité d'autant que la CRE fait le choix explicite pour le gaz de qualifier le marché de masse comme correspondant aux clients T1, T2 et TF, et le marché d'affaires comme correspondant aux clients T3, T4 et TP.

Pour le marché de masse, le niveau des coûts évités estimés par PMP (expert mandaté par la CRE) apparaît cohérent avec le résultat des études réalisées par les experts missionnés par GRDF (environ 7 € pour GRDF et 9 € comme borne haute pour PMP). Concernant le coût incrémental des fournisseurs, l'estimation faite par GRDF était plus basse que celle de PMP mais GRDF ne disposait pas des données des fournisseurs qui ont permis au cabinet PMP de mener son étude. De plus, les études commanditées par GRDF ont été réalisées dans des délais très contraints.

**Sur le marché de masse, GRDF est donc favorable à la proposition de la CRE de retenir un niveau de rémunération de 7,8 € par client.**

Pour le marché d'affaires, en l'absence de toute publication des chiffrages de PMP, GRDF ne peut que se livrer à des conjectures.

En considérant que la proposition de la CRE est bien située dans une fourchette [Coût incrémental d'un fournisseur normalement efficace ; Coût évité de GRDF], cela signifie que les coûts évités du distributeur sont supérieurs à 83 € par client. Or les études menées par les experts missionnés par GRDF concluent toutes à un niveau de coûts évités de GRDF plus de deux à trois fois inférieur à ce montant (entre 25 et 35 € environ).

GRDF ne s'explique pas cet écart qui conduirait à un niveau exorbitant de rémunération de la prestation réalisée par les fournisseurs et ce en totale contradiction avec les raisonnements présentés par la CRE dans la consultation publique. GRDF estime que l'évaluation des coûts réalisée ne tient probablement pas suffisamment compte des synergies potentielles avec les activités existantes chez GRDF, notamment en matière de SI pour ce segment de clientèle. GRDF gère déjà de nombreux clients en contrat de livraison directe.

En retenant 80 % du coût évité le plus élevé dans les estimations des experts missionnés par GRDF, la rémunération des prestations des fournisseurs pour le marché d'affaires ne devrait pas dépasser 30 € par client.

GRDF tient à disposition de la CRE tous éléments utiles à la vérification des données relatives au marché d'affaires.

**Question 4** (page 15) : *La définition du périmètre « historique » telle que proposée par la CRE vous paraît-elle pertinente ? Sinon, quelle définition vous semblerait pertinente ?*

**Question 5** : *Estimez-vous pertinente, à titre transitoire, la réduction de la rémunération de référence pour déterminer la rémunération des fournisseurs historiques pour les clients du périmètre « historique », telle que proposée par la CRE ?*

La définition du périmètre historique proposée par la CRE apparaît pertinente.

S'agissant de la différenciation de rémunération entre TRVs et offres de marché, GRDF estime qu'en gaz où la part des offres de marché est déjà supérieure à 50%, une rémunération identique pour tous semblerait plus adaptée et mieux justifiée.

Enfin, GRDF rappelle qu'il ne dispose pas dans ses systèmes d'information des données permettant de qualifier la nature des offres tarifaires choisies par les clients (Offre de marché ou TRV) pourtant indispensables à la mise en œuvre opérationnelle de niveaux de rémunération différenciés. L'adaptation du système de facturation des GRD pour mettre en œuvre cette évolution peut s'avérer complexe.

**Question 6** (page 16) : *Estimez-vous logique, en raison de la construction même des TRV, l'absence de rémunération concernant les clients aux tarifs réglementés de vente pour la période antérieure au 1<sup>er</sup> janvier 2018 ?*

Cette proposition est pleinement justifiée.

**Question 7** (page 17) : *Etes-vous favorable à la prise en compte d'un abattement de 90 % pour la rémunération des fournisseurs pour les clients en contrat unique et en offre de marché, pour la période antérieure à la date d'entrée en vigueur de la délibération de la CRE encadrant la rémunération des fournisseurs, soit jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 2018 ?*

GRDF est favorable à la prise en compte d'un abattement de 90% de la rémunération des fournisseurs à titre rétroactif. Il est en effet tout à fait clair que les offres tarifaires des fournisseurs ont couvert la quasi-totalité, voire l'intégralité, de leurs coûts commerciaux.

Cet abattement est d'autant plus justifié que si les fournisseurs avaient été rémunérés dans le passé comme c'est envisagé pour l'avenir, le tarif ATRD aurait été majoré à dû concurrence.

**Question 9** (page 19) : *Etes-vous favorable à la prise en compte du niveau moyen de rémunération des fournisseurs dans la part abonnement du tarif ATRD ?*

**Question 10** : *Etes-vous favorable à l'intégration dans le périmètre du CRCP de la différence entre les charges liées à la rémunération des fournisseurs pour la période postérieure au 1<sup>er</sup> janvier 2018 et l'augmentation des recettes tarifaires liées à l'augmentation de la part abonnement du tarif ATRD5 ?*

GRDF est favorable à la prise en compte du niveau moyen de rémunération des fournisseurs dans la part abonnement du tarif dès le 1<sup>er</sup> janvier 2018.

GRDF est également favorable à l'intégration au CRCP des écarts entre recettes et charges générées par l'entrée en vigueur de ce nouveau dispositif.

**Question 11** (page 19) : *Etes-vous favorable à la prise en compte des charges passées relatives à la rémunération des fournisseurs pour les prestations qu'ils effectuent pour le compte de GRDF auprès des clients en contrat unique, dans les conditions proposées par la CRE ?*

GRDF comprend la nécessité pour la CRE de tenir compte de l'arrêt de la Cour d'appel et partage le souci de la CRE de protéger les consommateurs.

Le code de l'énergie prévoit que l'ATRD doit couvrir tous les coûts d'un opérateur efficient. En la matière, GRDF s'est toujours comporté comme un opérateur efficient. GRDF a toujours travaillé et établi en concertation avec l'ensemble des fournisseurs et sous l'égide de la CRE les schémas contractuels et les contrats d'accès au réseau, validés ensuite dans le cadre des GTG de la CRE. GRDF considère donc que l'intégralité des charges passées qu'il aura à supporter du fait des décisions récentes et à venir des différentes instances ou autorités compétentes doivent être couvertes.

GRDF est donc favorable à ce que la délibération de la CRE à venir définisse clairement ce qui devra être versé aux fournisseurs au titre des charges passées (montants, périodes concernées, bénéficiaires, etc) et prévoit la couverture tarifaire desdites charges.

Par ailleurs, compte tenu que les charges réellement supportées par GRDF au titre du passé pourraient être modifiées ultérieurement, par rapport à celles définies sur la base des délibérations de la CRE à venir, en particulier dans l'hypothèse de décisions à venir (du CoRDIS notamment), GRDF demande à ce que le dispositif mis en place dans l'ATRD5 pour les impayés de la part acheminement \* soit étendu aux charges relatives à la rémunération des fournisseurs.

\* : Extrait de la Délibération du 10 mars 2016 relative à l'ATRD5 :

« Prise en compte par le CRCP

*La décision du CoRDIS a fait l'objet de recours devant la cour d'appel de Paris. Dans ce contexte et compte tenu également de la difficulté d'établir des trajectoires prévisionnelles fiables, la CRE décide de prendre en compte à travers le CRCP les écarts entre la trajectoire prévisionnelle et les charges qui seront réellement supportées par GRDF au titre des impayés. »*

**Question 12 : Que pensez-vous de l'application aux autres GRD de gaz naturel de principes de rémunération et de couverture tarifaire similaires à ceux qui seraient décidés pour GRDF ?**

La refonte des principes définissant la relation contractuelle GRD/client/Fournisseur a vocation à s'appliquer à l'ensemble des opérateurs concernés sur l'intégralité du marché français. GRDF ne voit pas de raison fondamentale qui pourrait justifier l'adoption de principes de rémunération et de couverture tarifaire différents de ceux qui seraient décidés pour GRDF, sauf à démontrer des coûts évités du GRD ou des coûts incrémentaux des fournisseurs objectivement différents selon le GRD. -

Par ailleurs, s'agissant des concessions de distribution publique de gaz naturel dont les tarifs d'utilisation des réseaux publics de distribution de gaz naturel sont concédés en application de l'article L. 432-6 du code de l'énergie et qui ne font pas l'objet d'une péréquation à l'intérieur de la zone de desserte de chaque GRD, le fait pour les GRD d'avoir à supporter une charge nouvelle (la rémunération des fournisseurs), dont ils ne pouvaient avoir connaissance lors de la fixation desdits tarifs, est susceptible de créer un déséquilibre économique au périmètre de chaque concession et nécessite à minima une décision explicite de la CRE sur le sujet.

Il est également important de noter les difficultés opérationnelles de facturation qui vont être générées par l'application de ce qui est envisagé ; en effet, actuellement la facturation de l'acheminement est réalisée par l'application d'un coefficient multiplicateur, propre à chaque DSP, à la grille tarifaire du tarif péréqué de GRDF. La mise en œuvre de ce qui est proposé ne permettra plus de procéder de cette manière.

**Question 13 : Avez-vous toute autre remarque ?**

Les décisions de justice du CoRDIS et de la Cour d'appel de Paris ont consacré le principe de la relation contractuelle entre les clients et le GRD pour la prestation d'acheminement du gaz naturel et de la nécessité d'une rémunération de activités de gestion de clientèle assurées par le fournisseur pour le compte du GRD.

La CRE retient le principe d'une rémunération d'un fournisseur « normalement efficace » lui-même conforme au principe de couverture des coûts d'un opérateur efficient.

GRDF considère cependant que le cadre général proposé par la CRE ne subordonne aucunement la rémunération des prestations à un niveau de qualité de service que le GRD et ses clients seraient en droit d'attendre de la part du fournisseur prestataire dès lors que les coûts afférents sont in fine couverts par le tarif d'acheminement.

En particulier, GRDF est aujourd'hui confronté à un niveau de qualité insuffisant des mises à jour par les fournisseurs des données clients dans un contexte de grands projets en cours et à venir (déploiement des compteurs communicants gaz, projet de conversion du gaz B en gaz H du nord de la France, digitalisation des parcours client).

Par ailleurs, GRDF constate que les conditions de mise en œuvre du remboursement des impayés de la part acheminement des créances des clients aux fournisseurs définies par le CoRDIS ne lui permettent pas d'assurer un suivi efficace et pertinent de ces montants car il ne dispose d'aucune information sur le rattachement des créances aux périodes de livraison et est donc dans l'incapacité de faire des prévisions fiables de coûts, qui sont pourtant nécessaires à la fixation du niveau du tarif ATRD.

La question de la qualité des prestations assurées par les fournisseurs pourrait être instruite dans le cadre de groupes de travail sur les schémas contractuels menés sous l'égide de la CRE. La mise en place de mécanismes de régulation incitative des fournisseurs analogues à ceux qui s'appliquent à GRDF pourrait être envisagée ultérieurement dans le cadre des discussions tarifaires ATRD6.

Les conditions et modalités de réalisation des activités de gestion de la relation clientèle et la rémunération liée versée aux fournisseurs, telle qu'elle sera définie par la CRE, devront se substituer à l'ensemble des dispositifs prévus dans l'annexe H du CAD.